

## Définition d'un prix de référence du gaz pour les clients particuliers pour accompagner la fin des tarifs réglementés de vente de gaz naturel

*Date de la contribution : 28/02/2023*

**Question 1 :** Considérez-vous le détail des informations publiées adapté ? Considérez-vous pertinent de détailler l'abonnement, d'une part, et la part variable, d'autre part ?

La publication mensuelle d'un abonnement et d'une part variable correspond à la pratique usuelle du marché. De plus, elle représente la structure de coûts des fournisseurs. Ainsi EDF est favorable à la publication mensuelle de ces informations.

**Question 2 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la répartition des coûts fixes dans l'abonnement et coûts variables dans la part variable ?

La répartition proposée entre part fixe et part variable est assez conforme à la structure de coûts des fournisseurs. Les évolutions de cette référence sont donc de nature à bien refléter les évolutions de leurs coûts. EDF est favorable à la répartition proposée par la CRE.

**Question 3 :** Pensez-vous que ces deux types de consommateurs sont suffisamment représentatifs des consommateurs résidentiels de gaz et donc adaptés à la publication de la CRE ?

La différenciation entre les deux types de consommateurs proposés est pertinente pour refléter les coûts des fournisseurs et suffisante. Ainsi, EDF est favorable à la publication d'une référence distinguant les deux types de consommateur.

**Question 4 :** Quelles CAR vous semblent devoir être retenues ?

La CAR prise en compte dans la référence doit être représentative de la CAR moyenne des clients résidentiels à date (option 2 ou 3). Une réactualisation annuelle de ces valeurs est souhaitable pour la bonne valorisation des coûts transport et stockage.

**Question 5 :** Considérez-vous que les profils GRDF et options ATRD associés aux consommateurs types sont pertinents ?

Les profils GRDF sont utilisés dans le système d'allocation, ainsi il est nécessaire de modéliser les consommations des clients avec ces profils. EDF est favorable à leur utilisation dans l'élaboration du prix de référence gaz.

**Question 6 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'intérêt de publier un prix de référence du gaz durant la période d'application du bouclier tarifaire ?

EDF partage l'avis de la CRE de publier un unique prix de référence du gaz pour chaque type de consommateur durant la période d'application du bouclier tarifaire. Dans un contexte de fin des TRVG, une référence adaptée à la bonne application du bouclier tarifaire est essentielle, à la fois pour assurer aux clients le bénéfice du bouclier tarifaire mais aussi pour assurer aux fournisseurs un mécanisme de compensation fonctionnel.

La CRE propose d'ajouter 0.01€/MWh à cette formule pour prendre en compte les coûts de nomination au PEG, EDF y est favorable.

Pour autant, afin de répliquer cette formule au PEG, un fournisseur est soumis à des frais d'accès marché. EDF considère qu'il ces frais doivent être ajoutés à la formule d'approvisionnement.

**Question 7 :** Durant la période d'application du bouclier tarifaire, considérez-vous préférable que cette référence reflète les variations court terme des marchés de gros, ou un autre type d'offre ?

Pendant la période d'application du bouclier tarifaire, il est indispensable que la référence du prix du gaz reflète l'évolution du prix du gaz (molécule) à court terme en cohérence avec celle prise en compte dans le dispositif du bouclier tarifaire. Ainsi, EDF est favorable à l'utilisation de la formule proposée par la CRE.

**Question 8 :** En plus de la présente référence reflétant les variations court terme des marchés de gros, souhaitez-vous que la CRE publie, après la période d'application du bouclier tarifaire, un prix de référence reflétant, par exemple, une offre à prix fixe ? Si oui, sur combien d'années de prix fixe ?

EDF n'est pas favorable à la publication d'autres références.

La constitution d'une référence pour une offre à prix fixe est plus complexe tant pour l'estimation des coûts d'approvisionnement que des risques marchés. Par ailleurs, multiplier les références ne nous semble pas souhaitable pour la lisibilité par les clients.

Si une autre référence était envisagée, EDF juge qu'un travail de consultation spécifique serait nécessaire.

**Question 9 :** Sur le territoire de GRDF, considérez-vous utile de publier une fourchette de prix et un prix moyen pour représenter les disparités géographiques de coûts de transport et stockage ?

L'utilisation d'une moyenne pour représenter les coûts de transport et stockage est cohérent avec l'objectif de publication d'une référence unique.

Concernant la publication d'une fourchette, compte tenu de la disparité géographique des coûts, encadrer cette moyenne est de nature à illustrer cette non-péréquation. EDF est donc favorable à la proposition de la CRE. Toutefois, choisir les valeurs extrêmes pourrait conduire à une fourchette de coûts trop large. Il pourrait être envisagé de publier une valeur basse et une valeur haute sur la base de communes types construites sur les caractéristiques moyennes (NTR et Zi) des 20% des communes à faibles coûts pour la valeur basse et 20% des communes à coûts les plus élevés pour la valeur haute.

**Question 10 :** Sur les territoires des ELD, considérez-vous pertinent de publier une référence de prix propre à l'ELD ?

EDF est favorable à une publication par ELD sans fourchette.

**Question 11 :** Quelle option vous semble préférable pour mettre à jour les coûts hors approvisionnement de la référence de prix ?

EDF considère que la mise à jour des coûts dans la référence doit être cohérente avec la réalité des évolutions des coûts de fournisseurs (pour les coûts Transport, Stockage, Distribution et aussi pour les autres coûts en particulier les CEE).

EDF est ainsi favorable à l'option 1 pour la répercussion des coûts Transport, Stockage et Distribution.

**Question 12 :** Considérez-vous pertinent de ne pas inclure de terme de transport amont en considérant que l'intégralité du gaz est approvisionnée au PEG ?

EDF considère que les coûts de transport amont sont implicitement présents dans la référence PEG. Ceci est cohérent avec la proposition de la CRE de fonder la formule de coût d'approvisionnement uniquement sur des références PEG. Inclure des coûts de transport amont impliquerait de considérer, au moins partiellement, des places de marché autres que le PEG dans la formule d'approvisionnement ce qui pourrait remettre en cause le principe de répliquabilité de la formule d'approvisionnement.

Cependant, considérer que le PEG comme place d'approvisionnement implique d'ajouter les coûts d'accès marché à la formule tel qu'indiqué dans la réponse à la question 6.

**Question 13 :** Considérez-vous la méthodologie proposée par la CRE pour le coût de transport aval pertinente ? Sinon, quelle modification y apporteriez-vous ?

EDF est favorable à la méthodologie proposée, laquelle reflète les coûts de transport aval.

La proposition en question 9, de construire des valeurs basses et hautes différentes des extrêmes est adaptée à cette méthodologie.

**Question 14 :** Quel pourcentage de couverture de la modulation estimez-vous pertinent à retenir dans le cadre de la construction du prix de référence ?

Le stockage permet, d'une part, de couvrir une partie des besoins de modulation hivernale des clients (« valeur marché ») et d'autre part, de garantir en priorité l'alimentation des clients finals dont l'alimentation ne peut être interrompue (« valeur sécurité d'approvisionnement »). Dans sa consultation de décembre 2017, la CRE estimait que le revenu des enchères reflétait la « valeur marché » et que la compensation ou terme tarifaire stockage reflétait la « valeur sécurité d'approvisionnement ». Pour chacune de ses valeurs, les coûts doivent être supportés par ceux qui en bénéficient : la valeur marché par les clients modulés à hauteur de leurs besoins et la valeur « sécurité d'approvisionnement » par les clients ne pouvant pas être interrompus. Pour ce deuxième terme, le choix a été fait de retenir un périmètre similaire à celui des obligations de stockage qui s'appliquaient jusqu'en 2018. Ce périmètre est également constitué des clients modulés. Il est donc pertinent de leur faire supporter la « valeur marché » du coût du stockage. C'est pourquoi EDF recommande d'appliquer la formule proposée par la CRE en retenant un pourcentage de modulation de 100%, c'est-à-dire avec  $c=1$ .

**Question 15 :** Considérez-vous la proposition de la CRE pertinente pour représenter le coût du stockage par profil ? Quelle modification souhaiteriez-vous y apporter ?

EDF considère que la formule proposée par la CRE (avec  $c=1$ ) est cohérente pour bien représenter le coût stockage.

**Question 16 :** Considérez-vous la proposition de la CRE pertinente pour représenter le coût de transport lié au stockage

EDF est favorable à la proposition de la CRE.

**Question 17 :** Partagez-vous la proposition de la CRE pour la prise en compte des coûts de distribution ?

EDF est favorable à la proposition de la CRE.

## Question 18 : L'usage des coûts commerciaux du TRVG hors CEE vous semble-t-il convenable dans un premier temps ?

Comme indiqué dans le propos liminaire, EDF considère que l'intégration des coûts commerciaux dans la référence d'évolution des prix du gaz n'est pas souhaitable.

## Question 19 : Considérez-vous pertinent d'intégrer des coûts d'acquisition dans une telle référence ? Si oui, à quel niveau ?

Comme indiqué dans le propos liminaire, EDF considère que l'intégration des coûts commerciaux, y compris les coûts d'acquisition, dans la référence d'évolution des prix du gaz n'est pas souhaitable.

## Question 20 : L'utilisation des données issues de la place de marché C2EMarket vous paraît-elle acceptable ?

En préambule, les indices publiés par quelque plateforme que ce soit ne portent que sur des transactions marginales entre acteurs qui, par définition, n'incluent pas la majeure partie des productions de CEE réalisées par les acteurs obligés pour couvrir leur propre obligation CEE et donc ne reflète qu'imparfaitement les coûts de production des acteurs.

Le recours à la plateforme C2EMarket pose clairement la question de la représentativité des données dans la mesure où :

- cette plateforme ne capte qu'une infime partie des transactions et pour une partie seulement des acteurs, contrairement aux transactions enregistrées sur Emmy ;
- elle prend en compte les transactions intra groupe, ce qui n'est pas le cas pour la construction des indices Emmy ;
- comme la CRE le souligne, le détail des prix à terme n'est pas mis à disposition publiquement par C2EMarket.

Les données de C2EMarket n'étant pas opposables, EDF n'est donc pas favorable à leur prise en compte.

Contrairement à C2EMarket, Emmy assure le rôle de teneur du registre national des CEE dans le cadre d'une délégation de service public (DSP) délivrée par les pouvoirs publics. Emmy assurant la responsabilité de la tenue des comptes de tous les acteurs autorisés par la réglementation à disposer d'un compte CEE, toutes les transactions entre acheteur et vendeur, hors transactions intra groupe, y sont nécessairement recensées en vue de transférer les volumes échangés du compte Emmy du vendeur vers le compte Emmy de l'acheteur.

Comme EDF l'a exposé à l'occasion d'autres consultations relatives à la composante de coûts CEE, l'indice Emmy standard mélange et moyennise des volumes très hétérogènes car d'ancienneté très différente ; l'indice Emmy spot est, quant à lui, trop peu profond, notamment du fait de la non prise en compte des très nombreuses transactions à terme. Pour un mois M donné, seules les transactions signées et livrées sur le mois M-1 sont comptabilisées dans ce deuxième indice.

Or, la DGEC a conduit récemment un groupe de travail associant les acteurs du dispositif CEE en vue de la mise en place sur Emmy d'indices forward CEE pour les années de livraison n, n+1, n+2 et n+3. Cette obligation figure d'ores et déjà dans la DSP du teneur du registre pour une mise en œuvre en 2023. A l'issue des réunions de ce groupe de travail, dont la dernière s'est tenue en janvier dernier, la DGEC a préparé le décret et l'arrêté encadrant les modes de détermination des indices ainsi que leur publication mensuelle qui sera accessible gratuitement à tous. La DGEC vise une publication sur Emmy des premiers indices d'ici la fin de l'année 2023. Ce dispositif permettra de rendre publiques les évolutions tangibles des indices à terme de prix CEE à partir de l'ensemble des transactions d'achat/vente de CEE enregistrées sur la plateforme Emmy, à l'exception notamment des transactions intra groupe qui sont délibérément exclues. La publication de ces indices forward constituera une avancée importante dans la mise à disposition des indices de prix des CEE. Un temps d'observation sera toutefois nécessaire pour s'assurer d'une liquidité suffisante des échanges et de la bonne représentativité des indices qui en découlent.

Compte tenu des limites actuelles déjà mentionnées sur les indices fournis par les plateformes et dans l'attente d'indices forward sur Emmy ayant démontré une liquidité suffisante, EDF considère que la meilleure source à ce jour, pour une référence opposable et transparente en reflet des coûts réels des CEE, est celle des coûts de production CEE d'Engie, ou à défaut, les coûts CEE retenus dans le TRV.

## Question 21 : La période de lissage sur un an vous paraît-elle cohérente avec l'approvisionnement en CEE des fournisseurs ?

EDF considère qu'il est prématuré de répondre à la question de la période de lissage de l'indice Emmy forward et propose de la réétudier à l'issue du temps d'observation mentionné ci-dessus.

## Question 22 : Considérez-vous qu'une marge de 1,5 €/MWh soit suffisante pour couvrir les risques et la rémunération normale d'un fournisseur approvisionnant ses clients selon la formule décrite au paragraphe 1.3 ?

La réponse est confidentielle

## Question 23 : Dans le cas d'une offre à prix fixe, quels risques vous semblent nécessaires à intégrer dans le prix de référence ? Préciser la méthodologie utilisée pour quantifier ces risques. Si vous êtes un fournisseur, préciser le niveau

des différents risques en €/MWh intégrées dans vos offres.

La réponse est confidentielle

**Question 24 :** Si vous êtes un fournisseur de clients résidentiels, pouvez-vous indiquer vos coûts d'équilibrage moyen sur les quatre dernières années ?

La réponse est confidentielle

**Question 25 :** Considérez-vous que la rémunération normale suffise à couvrir les coûts d'équilibrage ?

La réponse est confidentielle

**Question 26 :** Si vous êtes un fournisseur de clients résidentiels, comptez-vous proposer une offre indexée sur prix de référence ? Sur la référence de coûts d'approvisionnement ? Sinon, pourquoi ?

La réponse est confidentielle

**Question 27 :** Si le prix de référence publié devait refléter une offre à prix fixe, quelles composantes de la part hors approvisionnement détaillées ci-dessus, hormis la rémunération normale, devraient être adaptées selon vous ?

L'ensemble des aléas hors approvisionnement listés dans la réponse à la question 23 devront être adaptés à la structure de prix des offres à prix fixe.

**Question 28 :** Avez-vous d'autres commentaires ?

Lorsque la réforme CPB, impliquant une obligation d'incorporation de biométhane, sera effective, il conviendra d'examiner son intégration à la référence de prix.